



FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE

Enseignement, Éducation, Recherche, Culture, Formation,
Insertion

Section départementale du Tarn

Motion présentée lors du CDEN du 06/09/21

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Lors de cette rentrée 2021, force est de constater que les éléments de langage descendant du ministère de l'Éducation ont été repris méthodiquement, pour ne pas dire servilement, par les cadres intermédiaires de notre grande administration. Signe que la période ne s'y prête pas vraiment, un peu partout a été martelée la sérénité qui habitent semble-t-il toutes celles et ceux qui ne sont pas au contact quotidien des classes et du terrain.

"Sereins, nous le sommes vraiment", affirmait ainsi la DASEN du Tarn dans la Dépêche du 12 septembre.

Nous sommes heureuses et heureux pour elle mais nous nous devons de l'alerter sur le fait que sa posture communicationnelle ne correspond ni à la réalité hors de ses bureaux ni à l'état d'esprit des collègues.

Ce constat de la déconnexion des encadrant.es est accablant mais correspond bien à la parole d'un ministère et d'un gouvernement qui soit mentent sciemment soit croient sincèrement à la vertu magique de leur parole qui pourrait plier la réalité à leur volonté, ce qui serait encore plus inquiétant d'ailleurs.

Ainsi de notre ministre Blanquer qui est devenu un spécialiste de la Fake news, depuis le « on est prêt » de la rentrée dernière jusqu'au « quand vous êtes vaccinés, vous ne risquez pas de contaminer les autres » du 31 juillet dernier sur France Info et qui justifie l'irrationnel protocole dans les collèges et les lycées en passant par l'indigne et nauséabond mensonge concernant l'utilisation de l'allocation de rentrée par les pauvres pour acheter des écrans plats. Il est au passage tout à fait étrange qu'on ne se demande pas à quoi les riches peuvent bien utiliser l'argent qui leur est donné à jet continu.

Son président, Monsieur Macron, ne fait pas mieux il faut l'avouer, profitant de sa pré-campagne électorale à Marseille pour n'annoncer aucun moyen supplémentaire pour les écoles de la ville mais pour stigmatiser les agent.es communaux.ales grévistes et pour lancer En Marche forcée un projet de casses des statuts des enseignant.es qui ne pourra pas répondre aux soucis locaux mais qui lancent l'Éducation dans une course folle au pilotage local sur lequel la Suède, pays le plus avancé sur cette voie, a été obligée de revenir, devant les résultats dramatiques pour les résultats scolaires ainsi que pour l'attractivité du métier.

Cela fait longtemps que nous prévenons ici : mentir, cultiver la déraison, l'irrationnel, faire le contraire de ce que l'on dit, casser tous les systèmes collectifs et solidaires, n'est évidemment pas pour rien dans la terrible crise démocratique que nous connaissons et dont le taux de participation aux dernières élections est un nouvel élément révélateur. Mais cela ne gêne pas nos gouvernants, semble-t-il, que les classes privilégiées fassent sécession à coups d'évasion fiscale et d'entre-soi tandis que les classes populaires sont condamnées à la précarité et à la concurrence de tous.tes contre tous.tes par la politique menée depuis des années.

Ce mépris pour les conditions d'existence du plus grand nombre, nous le retrouvons bien entendu dans les conditions de rentrée.

Dans la voie professionnelle, nous déplorons les conséquences de l'application de la contre-réforme "Transformation de la voie pro", qui en diminuant le nombre d'heures de cours pour les élèves et en multipliant les dispositifs chronophages pour les collègues, dégrade la formation des jeunes. Dans le même temps, elle concourt à asphyxier la voie professionnelle, par une promotion – très coûteuse pour les finances publiques – de l'apprentissage patronal, conséquence de la loi « avenir pro ». On déplore également un nombre de plus en plus important de contractuel.les dans les établissements - conséquence des suppressions de postes de titulaires. Et plusieurs établissements dans notre département n'ont toujours pas, à l'heure actuelle, d'enseignant.es notamment dans des disciplines comme Maths-sciences ou Lettres-histoire.

Dans les lycées et les collèges : effectifs chargés, difficulté accrue à pourvoir les postes, situation indigne de l'école inclusive avec le manque de moyens pour accueillir les élèves à handicap ou à besoin particulier comme il le conviendrait faute de personnels, d'équipements, de structures. Comment pourrait-il en être autrement alors que depuis la rentrée 2018 le gouvernement a supprimé 7500 postes d'enseignant.es du second degré alors qu'il y eu 64000 élèves supplémentaires ?

Seules réponses proposées pour faire face à des besoins accrus : Devoirs faits en collège et des HSE en lycée !

Quant à la rentrée dans un contexte de pandémie et de variant, nous sommes loin de la sérénité : les élèves tout d'abord et leurs familles toujours pénalisées par le refus d'un plan d'urgence dans l'Éducation alors que la France est le seul parmi les pays riches à ne pas avoir mis un sou pour dédoubler les classes ou trouver de nouveaux locaux, que rien n'a été fait pour aménager les programmes après 18 mois de Covid et qu'on ne voit toujours rien venir, du côté du gouvernement, concernant capteur de CO2 et autres purificateurs d'air. Le renvoi aux collectives locales et plus encore aux calendes grecques sont irresponsables alors que l'on sait depuis plus d'un an et demi que le virus est aéroporté.

Mais tout va bien paraît-il, soyons sereins tandis que le ministre peut en toute tranquillité faire la promotion de son livre intitulé subtilement : « école ouverte », lui qui est issu du très fermé collège privé catholique Stanislas à Paris.

Ce ministre de l'Éducation Publique éduqué dans le privé détricote l'Éducation Nationale, 2nd comme 1er degré.

Comme nous l'annoncions lors des dernières instances de carte scolaire, la non dotation de poste pour notre département entraîne une rentrée sous tension. Dès le jour de la rentrée ce sont 24 contractuel.les qui se retrouvent dans les écoles tarnaises, auxquels s'ajoutent 15 étudiant.es « alternantes » présent.es à tiers temps dans les classes, soit 5 ETP contractuels supplémentaires. Ce

sont donc bel et bien 29 postes qui manquent dès la rentrée dans le 1er degré sans même prendre en compte les classes surchargées dans nos écoles. Et encore, les étudiant.es alternant.es ne sont que 15 sur les 25 postes proposés pour le département du Tarn, preuve de l'attractivité extrême du métier, qui, est corrélée aux conditions de travail de plus en plus dégradées.

Comment dans ce cadre là, le ministre peut-il parler de rentrée sereine ?

Les politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs, et en particulier par celui-ci, continuent de mettre à mal le Service Public d'Éducation déjà bien ébranlé par la crise sanitaire. Les seuils de carte scolaire ne sont pas fixés en fonction de critères pédagogiques mais en fonction des moyens votés au budget de l'État. La FSU continue de dénoncer ces seuils beaucoup trop élevés.

Lors des instances de carte scolaire de l'année dernière, vous annonciez, pour la rentrée 2021, une baisse des effectifs de 529 élèves par rapport à cette année. Or, sur les 49 écoles qui nous ont fait remonter leurs effectifs depuis le lundi 23 août (environ 20% des écoles), il apparaît qu'au moins 225 élèves ont été « oublié.es ». La baisse démographique ne semble donc pas aussi forte que ce que vous le prétendiez.

Par ailleurs, sur les 23 écoles où vous avez décidé de fermer une classe pour cette rentrée, 10 se retrouvent avec des effectifs surchargés (plus de 25 voir de 27 par classe).

Le ministre Blanquer avait annoncé que les GS seraient dédoublés en REP et REP+ pour la rentrée 2022 avec une première étape à cette rentrée-ci. Comment cette consigne ministérielle va-t-elle se décliner dans le Tarn ? Les autres niveaux (PS, MS, CE2, CM1 et CM2) vont ils, une fois de plus, être les grands perdants de ces décisions à moyen constants ?

Depuis plusieurs années, la FSU s'inquiète de la situation des ULIS école dans le Tarn. Dès la rentrée prochaine, et malgré une ouverture d'ULIS sur Lavaur, les effectifs seront déjà surchargés dans la majorité des dispositifs du département :

- 13 ULIS pleines avec 12 élèves ;
- 2 ULIS avec 10 élèves
- 5 ULIS avec moins de 10 élèves.

Les ULIS-école des secteurs de Lavaur-Graulhet et de Castres seront, déjà surchargées dès la rentrée. Par ailleurs, aucune solution n'est proposée dans le secteur d'Alban/Lacaune pour les élèves qui ont besoin de ces dispositifs.

La lutte contre les inégalités scolaires, intrinsèquement liées aux inégalités sociales, doit être un des objectifs assignés au système éducatif. Rappelons que ces inégalités ne touchent pas que les écoles de REP/REP+, comme le sous-entend la mise en place des CP et CE1 à 12 et peut être un jour, des GS si on en croit le ministre. Dans le Tarn, de nombreuses écoles sont exclues de l'éducation prioritaire alors qu'elles sont situées dans des quartiers définis prioritaires par l'État :

- les écoles des villes d'Albi et de Castres qui ne font plus partie des zones d'éducation prioritaire depuis la rentrée 2015 ;
- 4 écoles de Carmaux (JBC et Jean-Jaurès, élémentaire et maternelle)

- 3 écoles de Gaillac (Catalanis, La Clavelle et Lentajou)

Les quartiers de Cantepau à Albi et de Laden à Castres font partie des 30 quartiers les plus pauvres de France (dans ces deux quartiers, le taux de pauvreté est de 60% selon l'INSEE).

Notre ministre, seul dans son bureau, a décidé de détruire un système qui, bien qu'imparfait, fonctionnait et permettait d'atténuer un peu les inégalités scolaires. Nous vous demandons, comme à chaque instances de carte scolaire, Madame la DASEN d'insister urgemment auprès du Ministère de l'Éducation Nationale afin d'obtenir le classement pour la rentrée 2021 en REP ou REP + des écoles oubliés en 2015 alors qu'elles relèvent des critères de l'éducation prioritaire.

Les enseignant.es exigent une réelle reconnaissance, qui passe par des conditions de travail et d'enseignement améliorées et par une augmentation significative des salaires.

Pour la FSU des conditions décentes de travail pour les PE et d'apprentissage pour les élèves nécessitent des écoles ne dépassant pas 25 élèves de moyenne par classe et 20 en REP, dans les quartiers difficiles, les petites écoles à 2/3 classes et les écoles de montagne ou en rural isolé. Elles nécessitent aussi que les enseignant.es absent.es soient systématiquement remplacé.es dans leur classe, que les directeurs.trices bénéficient de plus de temps pour effectuer leurs missions sur les écoles, que les enseignant.es puissent partir massivement en formation continue, que les élèves en difficultés puissent être accompagné.es par les enseignant.es des RASED et que les élèves en situation de handicap soient accompagné.es par des personnels AESH reconnus et avec des salaires décents.

La taille des classes est un des leviers de la réussite scolaire, les études sont formelles et le gouvernement en est conscient puisqu'il a dédoublé les CP-CE 1 en REP (et peut être bientôt les GS) et annoncé la limitation des effectifs à 24 maximum en GS, CP et CE 1 dans toutes les écoles. 35 000 classes devraient être concernées. Une annonce bienvenue, la France restant loin derrière les pays comparables de l'OCDE en ce domaine. Reste que malgré une légère baisse des effectifs dans les années qui viennent, ces mesures ont un coût budgétaire, autour de 5000 postes supplémentaires. Soit des enseignantes et enseignants à recruter et à former. Les dotations misérables pour le 1^{er} degré ne suffiront évidemment pas à assumer les mesures annoncées à grand renforts médiatiques par le sinistre Blanquer.

Le ministère devra donc expliquer rapidement comme il entend procéder, sauf à charger encore un peu plus les autres niveaux de classes. Par ailleurs, pour la FSU, une telle mesure ne peut être qu'une étape. C'est bien dans toutes les classes, qu'il faut réduire les effectifs.

Nous réclamons donc un effort sur l'ensemble des classes du pays car, d'après la recherche, la taille des classes influence fortement les conditions de travail des enseignant.es et la réussite des élèves. Elle permet plus aisément le travail sur le langage dès la maternelle et jusqu'au cycle 3, le travail de groupes, les manipulations et le suivi de chaque élève.

Pour redonner espoir aux familles, élèves et enseignant.es de ce département en leur donnant des conditions décentes de travail et d'apprentissage, c'est 115 classes dans le département qu'il faut ouvrir. (Annexe)

Les moyens nécessaires à une vraie refondation de l'école dans le Tarn, nous les avons chiffrés :

- **116 postes** pour qu'aucune école n'ait une **moyenne supérieure ou égale à 25 élèves par classe et 20 en REP**, dans les quartiers difficiles qui ne sont plus reconnus en éducation prioritaire, en zone montagne ainsi que les petites structures (écoles de 2 et 3 classes) ;
- **38 postes RASED** pour reconstituer 18 antennes RASED complètes avec 1 maître G, 2 maîtres E et 1 psychologue scolaire ;
- **30 postes de remplaçant-es** pour reconstituer une brigade de remplacement formation continue, soit 2% du nombre d'enseignant.es total du département ;
- **40 postes de remplaçant.es** pour qu'il n'y ait plus de classe non remplacée pendant plusieurs jours et d'enfants scolarisés dans des classes à plus de 35, voire 40 élèves quand il faut accueillir les élèves des collègues non remplacé-es ;
- **75 postes** pour revenir à un taux de scolarisation de 50 % des **enfants de moins de 3 ans** ;
- **50 postes** pour les **décharges de direction** (décharge complète à partir de 10 classes, demi-décharge de D6 à D9, quart de décharge de D2 à D5 et demi-journée de décharge pour les D1) ;
- **50 postes** comme 1ère étape de la mise en place du « **Plus de maîtres que de classe** » **version FSU**, qui n'a rien avoir avec la posologie homéopathique de notre ancienne Ministre et encore moins avec la politique de notre ministre actuel qui les a tout simplement supprimés malgré le plébiscite des enseignants qui avaient eu la chance d'y goûter. 50 postes, donc, comme 1ère étape, pour aller vers, à terme, 250 postes correspondant à 1 maître supplémentaire pour 5 classes.

**Pour une vraie refondation de l'Ecole,
la FSU Tarn demande
la création de 399 postes**

Les hommes et les femmes politiques au pouvoir ne changent pas et le projet politique reste le même pour l'éducation : reproduire les élites et diminuer les dépenses.

Pour finir cette déclaration, dans l'article de la Dépêche du 2 septembre 2021, Mme la maire d'Albi nous a surpris lorsqu'elle a annoncé que « L'école de la Curveillère est d'ailleurs la plus importante de la ville. Les gros groupes ont leur limite. Il faut revenir à des tailles plus réduites.»

Humour ? Cynisme ? Prise de conscience (trop) tardive ?

Comment interpréter ces belles paroles quand on pense à l'école Camille Claudel ?

Souvenons-nous, Camille Claudel, la dernière école de quartier à taille humaine de la ville d'Albi, fermée suite à l'acharnement de la mairie au bout de deux ans de bagarre avec les familles, les enseignant.es et les organisations syndicales dont la FSU. Cette fermeture d'école avait entraîné des

arrivées de nombreux enfants dans les autres écoles d'Albi, notamment à la Curveillère qui maintenant serait trop grosse pour Mme la maire ?

La FSU n'a eu de cesse, dans cette instance, de dénoncer cette fermeture d'école, défendant les petites structures. Au final, peut-être avons-nous été entendu.es par Mme la maire d'Albi.

Comme dit l'adage, il n'est jamais trop tard... La réouverture de C.Claudé sera, nous l'espérons, un des points de l'ordre du jour des prochaines instances de la carte scolaire. Plus largement, c'est la remise en question des écoles usines qui doit être posée.